

Laurence USUNIER
Université de Cergy-Pontoise
Faculté de droit
33 boulevard du Port
95011 Cergy-Pontoise cedex
lusunier@voila.fr / 01 34 25 67 25

Fonctions

Depuis sept. 2014 **Professeur** à l'Université de Cergy-Pontoise.

2011-2014 **Professeur** à l'Université Paris 13.

2010-2011 **Maître de conférences** à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, titulaire de la **Chaire d'excellence** affectée à l'UMR de droit comparé de Paris.

2007-2010 **Assistant Professeur** en droit civil à l'Université du Luxembourg.

Formation

2011 **Agrégation** de Droit privé et sciences criminelles (3^e rang).

2007 **Qualification** aux fonctions de maître de conférences en Droit privé.

2006 **Thèse de doctorat**, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Ecole doctorale de droit comparé, « La régulation de la compétence juridictionnelle en droit international privé, Etude de droit comparé en matière civile et commerciale », dir. H. MUIR WATT.
Prix du Centre français de Droit comparé (2^{ème} prix).

2001 **DEA** de Droit anglais et nord-américain des affaires (Université Paris I).

2000 **Maîtrise** en Droit des affaires, option Droit canadien (Université Grenoble II, en échange à l'Université McGill, Montréal).

Enseignements

Depuis 2014 **Professeur** (Université de Cergy-Pontoise)
Cours magistraux : Introduction au droit (L1 Droit, UCP) ; Comparative International Law (L3 DU Droit anglo-américain, UCP) ; Droit international privé 2 (M1 Droit privé, UCP).
Travaux dirigés : Contract law (L2 DU Droit anglo-américain, UCP).
Séminaires de M2 : Arbitration (DJCE, UCP) ; International Commercial Law (M2 DU Droit anglo-américain, UCP) ; Contract law (M2 Droit des affaires internationales, Université Paris II).

2011-2014 **Professeur** (Université Paris 13)
Cours magistraux : Introduction au droit, Droit international privé 1, Procédure civile.
Séminaires de M2 : Conflits de lois, Contrats commerciaux internationaux (M2 Droit européen et international, Université Paris 13) ; Contentieux judiciaire international (M2 Droit international privé, Université Paris II) ; Comparative Private International Law (M2 Droit anglais et nord-américain des affaires, Université Paris I).

2010-2011 **Maître de conférences** (Université Paris I)
Travaux dirigés : Contrats spéciaux, Droit international privé 2.

- 2007-2010 **Assistant Professeur** (Université du Luxembourg)
Cours magistraux : Droit international privé 2, Régime général de l'obligation, Grands systèmes juridiques.
Travaux dirigés : Introduction au droit, English Legal Terminology.
- 2004-2006 **ATER** (Université Paris I)
Travaux dirigés : Contrats spéciaux, Droit international privé 2, Droit des obligations.
- 2001-2004 **Allocataire-moniteur** (Université Paris I)
Travaux dirigés : Droit des obligations, Introduction au droit, Droit de la Famille.

Travaux et publications

Domaines de recherche : Droit international privé, droit comparé, sources du droit, droit des contrats et de la consommation, droit processuel.

Ouvrages

- *La concurrence normative, Mythes et réalités*, ouvrage collectif codirigé avec R. SEFTON-GREEN, Société de législation comparée, Collection UMR de droit comparé, 2013.
- *Code thématique « Droit international privé luxembourgeois »*, en collaboration avec B. VOLDERS, Larcier, 2009.
- *La régulation de la compétence juridictionnelle en droit international privé, Etude de droit comparé en matière civile et commerciale*, Economica, 2008, préface H. MUIR WATT.

Fascicules d'encyclopédies juridiques

- Rubrique « Action en justice », *Répertoire Dalloz de droit international*, juin 2014.
- « Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale. - Compétence. - Règles ordinaires de compétence. – Compétences dérivées. - Article 8 du règlement (UE) n° 1215/2012 », *JurisClasseur Droit international*, Fasc. 584-140, septembre 2014.
- « Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale. - Compétence. - Règles de compétence exclusives. - Article 24 du règlement (UE) n° 1215/2012 », *JurisClasseur Droit international*, Fasc. 584-160, février 2015.

Articles, chroniques et rapports

- « L'exception d'ordre public au secours du mariage pour tous », *Revue trimestrielle de droit civil*, 2015, p. 343-348.
- « *Requiem for a dream* : la Cour de justice de l'Union européenne se prononce contre l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme », *Revue trimestrielle de droit civil*, 2015, p. 335-342.
- « L'activité transfrontière des plateformes de financement participatif », en collaboration avec M.-C. DE LAMBERTYE-AUTRAND et C. KLEINER, in A.-V. LE FUR (dir.), *Le cadre juridique du crowdfunding, Analyses prospectives*, Société de législation comparée, 2015, p. 13-54.
- « Torsions et contorsions des situations contractuelles en droit international privé », *Revue trimestrielle de droit civil*, 2014, p. 848-854.
- « Fondamentaux, mais ineffectifs : les droits sociaux fondamentaux vus par la Cour de justice de l'Union européenne », *Revue trimestrielle de droit civil*, 2014, p. 843-848.
- « L'insaisissable clause pénale », *Revue des contrats*, 2014, p. 520-527.
- « L'autonomie de l'interprétation de la Charte européenne des droits fondamentaux par rapport à la Convention européenne des droits de l'Homme », *Revue trimestrielle de droit civil*, 2014, p. 312-318.
- « La coutume internationale invoquée pour anticiper l'entrée en vigueur d'une convention internationale », *Revue trimestrielle de droit civil*, 2014, p. 319-323.

- « Feu la compétence universelle du juge américain pour connaître des atteintes aux droits fondamentaux garantis par le droit international », *Revue trimestrielle de droit civil*, 2014, p. 324-329.
- « Droit d'agir en justice et actions de groupe transnationales », *Mélanges Bernard Audit*, Lextenso, 2014, p. 683-713.
- « Le Règlement Bruxelles I bis et la théorie de l'abus de droit », in E. GUINCHARD (dir.), *La refonte du Règlement Bruxelles I*, Bruylant, 2014, p. 449-480.
- « L'influence des droits fondamentaux sur le droit anglais des obligations : réflexions à partir du cas particulier de l'indemnisation du préjudice moral des victimes par ricochet », *Revue des contrats*, 2013, p. 1519-1530.
- « *Mitigation of damages v. Estoppel*: la circulation des modèles anglo-américains à la Cour de cassation », *Revue des contrats*, 2013, p. 701-717.
- « Les 10 ans du rapport *Doing Business* : l'heure d'un nouveau bilan ? », *Revue de jurisprudence commerciale*, 2013, p. 129-134.
- « La compatibilité de l'article 14 du Code civil avec les droits fondamentaux, une question dépourvue de caractère sérieux ? », *Revue critique de droit international privé*, 2012, p. 775-788.
- « Le droit anglais de l'interprétation des contrats, entre convergence et résistance », *Revue des contrats*, 2012, p. 1372-1383.
- « Le rapport *Doing Business* 2012, la concurrence des systèmes juridiques et l'attractivité du droit français des contrats », *Revue des contrats*, 2012, p. 575-591.
- « Rapport spécial en droit international privé », en collaboration avec H. VAN LITH, in C. PRIETO (dir.), *Cohérence européenne des recours collectifs, Réponse à la consultation publique de la Commission Européenne*, Société de législation comparée, 2011, p. 219-254.
- « Réponse du Groupe D », en collaboration avec P. DE VAREILLES-SOMMIERES, C. CORNELOUP, J. HEYMANN, C. ADELBRECHT-VIGNES, in M. BEHAR-TOUCHAIS, M. CHAGNY (dir.), *Livre vert sur le droit européen de contrats, Réponses du réseau Trans Europe Experts*, Société de législation comparée, 2011, p. 133-212.
- « Réponse du Groupe A », en collaboration avec C. AUBERT DE VINCELLES, A. DANIS-FATOME, O. DESHAYES, in M. BEHAR-TOUCHAIS, M. CHAGNY (dir.), *Livre vert sur le droit européen de contrats, Réponses du réseau Trans Europe Experts*, Société de législation comparée, 2011, p. 43-93.
- « La loi applicable au contrat électronique », in J. ROCHFELD (dir.), *L'Acquis communautaire. Le contrat électronique*, Economica, 2010, p. 357-408.
- « La Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for, Beaucoup de bruit pour rien ? », *Revue critique de droit international privé*, 2010, p. 37-81.
- « Regulating the Jurisdiction of Courts in International Litigation, Towards a Global Answer in Civil and Commercial Matters », *Yearbook of private international law*, 2007, p. 541-581.
- « Eviction des sanctions communautaires », en collaboration avec I. VEILLARD, in C. AUBERT DE VINCELLES, J. ROCHFELD (dir.), *L'acquis communautaire, Les sanctions de l'inexécution du contrat*, Economica, 2006, p. 95-127.
- « Du bon usage du droit comparé », en collaboration avec V. ROBERT, in M. DELMAS-MARTY (dir.), *Critique de l'intégration normative, L'apport du droit comparé à l'harmonisation des droits*, PUF, Les voies du Droit, 2004, p. 227-255.

Notes de jurisprudence

- CJUE, 22 janvier 2015, aff. C-441/13, *Hedjuk c. EnergieAgentur.NRW*, *Revue critique de droit international privé*, 2015/2, à paraître.
- CJUE, 3 octobre 2013, aff. C-170/12, *Pinckney c. Mediatech*, *Revue critique de droit international privé*, 2014, p. 189-206.
- Cass. 1^{re} civ., 7 novembre 2012, *J-F. Hénin c. Georgia L.*, *Revue critique de droit international privé*, 2013, p. 898-909.
- Cass. 1^{re} civ., 5 décembre 2012, *Air Algérie*, *Journal du droit international*, 2013, p. 935-946.
- Cass. 1^{re} civ., 12 juillet 2012, *Google France c. Au féminin.com*, *Revue critique de droit international privé*, 2013, p. 607-619.
- Cass. 1^{re} civ., 26 novembre 2011, *Ferfina*, *Revue critique de droit international privé*, 2012, p. 639-648.
- Cass. 1^{re} civ., 17 février 2010, *Bourjois*, *Revue critique de droit international privé*, 2010, p. 769-785.
- Cass. com., 9 mars 2010, *Pneus Online c. Delticom*, *Journal du droit international*, 2010, p. 870-885.

- Cour d'appel, 30 octobre 2008, *Pasicrisie luxembourgeoise*, 2009, p. 331-340.
- Cass. 1^{re} civ., 4 juillet 2007, *République du Congo c. Groupe Antoine Tabet*, *Revue critique de droit international privé*, 2007, p. 822-840.
- Chambre des Lords, 21 février 2007, *West Tankers Inc v. RAS Riunione Adriatica di Sicurta SpA et autres*, *Revue critique de droit international privé*, 2007, p. 434-455.

Conférences et séminaires

- « Action de groupe et protection des données personnelles », dans le cadre du colloque *La valorisation des données personnelles* (dir. N. MARTIAL-BRAZ, Université Paris V Descartes, 18 juin 2015).
- « Financement participatif et droit international privé », intervention au sein de la Table ronde sur le *Crowdfunding*, présidée par A.-V. LE FUR, dans le cadre du Forum annuel de Trans Europe Experts (CCIP, 13 mars 2015).
- « Les habitudes techniques du législateur », dans le cadre du colloque sur *Les habitudes du droit* (dir. N. DISSAUX/Y. GUENZOU, Université de Lille 2, Grand'chambre de la Cour de cassation, 27 novembre 2014), à paraître chez Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2015.
- « Le droit applicable à la validité des clauses attributives de juridiction dans le cadre du règlement Bruxelles I bis », dans le cadre du colloque *Le choix de la juridiction dans tous ses états* (Chambre de Commerce Internationale, Paris, 23 mai 2014), publié in *Dossiers of the ICC Institute*, 2015, vol. XII, chap. 11, p. 158-176.
- « L'exclusion de l'arbitrage dans la refonte du règlement Bruxelles I », dans le cadre du colloque *Les procédures parallèles et les contrariétés de décisions dans l'arbitrage international* (org. E. GLÜCKSMANN, B. DARMOIS, Chambre de Commerce Internationale, Paris, 21 mars 2014), publié in *Procédures parallèles et décisions contradictoires*, Bruylant, 2015, p. 87-100.
- « La dématérialisation du jeu en ligne et la territorialité de la loi française », dans le cadre du colloque *Jeu, argent et droit* (dir. G. JULIA, Université Paris 13, Grand'chambre de la Cour de cassation, 13 décembre 2012), publié in *Jeu, argent et droit*, Dalloz, 2013, p. 149-160.
- « Conflits de lois et de juridictions et jeux en ligne », en collaboration avec C. BAKER et J. SENECHAL, rapport présenté dans le cadre du groupe de travail de Trans Europe Experts sur les jeux en ligne (dir. M. BEHAR-TOUCHAIS, J. ROCHFELD, A. de GUILLENCHMIDT-GUIGNOT, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 11 avril 2012), publié in *Les jeux en ligne en France et en Europe : quelles réformes trois ans après l'ouverture du marché ?*, Société de législation comparée, 2013, p. 530-604.
- « L'influence des droits de l'homme sur le droit international privé français », dans le cadre du colloque *Droits de l'homme en Asie et en Europe : Consécration, Institutions, Protection* (dir. P. BLOCH/M. ISHII, Université Paris 13 Nord/Université de Nagoya, Conseil supérieur du Notariat, 23 mars 2012), publié in *Nagoya University Journal of Law and Politics*, 2013, n° 248, p. 128-146.
- Présentation de la réponse du Groupe D (Droit international privé) du réseau Trans Europe Experts au Livre vert sur le droit européen de contrats, dans le cadre du Forum annuel de Trans Europe Experts (CCIP, 1^{er} avril 2011).
- « Collective Redress and Class Actions in France », dans le cadre du colloque *Towards a European Class Action* (dir. R. SCHULZE, Université de Münster, 15-16 janvier 2009), publié in *Auf dem Weg zu einer europäischen Sammelklage ?*, Sellier, 2009, p. 293-314.
- Introduction à la conférence *Le Médiateur et l'Administration judiciaire* (dir. L. USUNIER, en collaboration avec les services du Médiateur du Grand-Duché du Luxembourg, Luxembourg, Château de Senningen, 11 décembre 2008), publié in *Pasicrisie luxembourgeoise*, 2009, p. 303-312.
- « Les nouvelles règles d'application du droit de la consommation. Présentation de la Loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs », dans le cadre du colloque *La codification du droit de la consommation* (dir. A. PRÜM, Université du Luxembourg, 10 décembre 2008), publié in *La codification en droit luxembourgeois du droit de la consommation*, Larcier, 2009, p. 119-134.
- « Concurrence normative et stratégies juridiques en droit international privé », dans le cadre du colloque *Les stratégies juridiques des entreprises en Europe* (dir. A. MASSON, Université du Luxembourg, 5 décembre 2008), publié in *Les stratégies juridiques des entreprises*, Larcier, 2009, p. 433-457. Prix du Cercle Montesquieu du meilleur ouvrage de droit des affaires (2010).

Recensions d'ouvrages

- M. LOPEZ DE TEJADA, *La disparition de l'exequatur dans l'espace judiciaire européen*, LGDJ, 2013, préf. B. Ancel, à paraître à la *Revue critique de droit international privé*, n° 3/2014.

Travaux en cours

- Co-responsable (avec J.-P. Marguénaud) de la chronique « Sources européennes et internationales » de la *Revue trimestrielle de droit civil*, prochaine livraison octobre 2015.
- Co-responsable (avec B. Fauvarque-Cosson et P. Ancel) de la chronique « Droit comparé des contrats » de la *Revue des contrats*, prochaine livraison octobre 2015.
- Refonte des fascicules du *Juris-Classeur Droit international* relatif au Règlement Bruxelles I (coordination de la refonte et rédaction de trois fascicules).
- Préparation (avec N. Sauphanor-Brouillaud, C. Aubert de Vincelles et G. Brunaux) de la deuxième édition de l'ouvrage *Les contrats de consommation, Règles communes*, in J. Ghestin (dir.), *Traité de droit civil*, LGDJ (parties procédure et droit international privé, remise prévue en juin 2016).
- Participation au projet de recherche « L'efficacité des codes de gouvernance. Perspectives comparées et pluridisciplinaires », porté par K. Deckert, S. Harnay et T. Sachs (Université Paris Ouest Nanterre La Défense), sélectionné par la Mission de recherche Droit et Justice (GIP Ministère de la Justice/CNRS) dans le cadre de son appel à projets 2014 sur la mise en œuvre des codes de gouvernance d'entreprise.

Divers

- Responsabilités administratives et électives :
 - au sein de l'Université de Cergy-Pontoise : directrice du pôle Droit européen et international du LEJEP (Laboratoire d'études juridiques et politiques, EA n° 4458).
 - au sein de l'Université Paris 13 : directrice de la Licence en droit ; directrice du M1 Droit européen et international ; élue au Conseil scientifique ; élue au Conseil de l'UFR Droit, Sciences politiques et sociales ; membre du Comité d'experts de la section 01 (Droit privé).
 - à l'Université du Luxembourg : directrice du Bachelor en droit ; membre du Conseil de la Faculté de droit, d'économie et de finance.
- Sociétés savantes : Membre de Trans Europe Experts (secrétaire général adjoint), de la Société de législation comparée (élue au Comité de direction de la Société), du Comité français de droit international privé et de l'International Law Association.